

entrées libres

RENCONTRE

Tanguy
de WILDE
d'ESTMAEL

ACCOMPAGNEMENT
DES DIRECTIONS
DU « SUR-MESURE »

DOSSIER

L'ÉCOLE DOIT-ELLE REGARDER DANS L'ASSIETTE ?

ÉDITO	3
• Vers un Pacte pour un enseignement d'excellence ?	
DES SOUCIS ET DES HOMMES	4
• Éduquer aujourd'hui et demain : une passion qui se renouvelle	
• Accompagnement des directions Du « sur-mesure »	
ENTREZ, C'EST OUVERT !	8
• Écrire pour grandir	
• Y a-t-il un pilote dans le labo ?	
• Un stage dont l'étudiant est le héros	
DOSSIER	
• L'école doit-elle regarder dans l'assiette ?	
ZOOM	11
• Le sens par la solidarité	
L'EXPOSÉ DU MOI(S)	12
• Tanguy de WILDE d'ESTMAEL Quand la géopolitique fait irruption en classe	
AVIS DE RECHERCHE	14
• Vivre ensemble, un exercice d'équilibriste	
ENTRÉES LIVRES	16
• Espace Nord ■ Concours	
• Cours de religion et citoyenneté	
SERVICE COMPRIS	16
• Pastorale scolaire : troisième !	
• Changement climatique : ressources pédagogiques	
• Vivre ensemble	
• Vidéos : les TICE dans l'enseignement pour adultes	
OUTIL	18
• Journal de classe de l'enseignement catholique Du neuf pour les élèves de l'enseignement primaire !	
HUME(O)UR	20
• Mon médicament	



DES SOUCIS ET DES HOMMES

Accompagnement des directions
Du « sur-mesure »



L'EXPOSÉ DU MOI(S)

Tanguy de WILDE d'ESTMAEL
Quand la géopolitique fait irruption en classe



DOSSIER

L'école doit-elle regarder dans l'assiette ?

entrées libres

Janvier 2016 / N°105 / 11^e année
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

www.entrees-libres.be
redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable
Conrad van de WERVE (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Secrétariat et abonnements

Nadine VAN DAMME (02 256 70 37)
nadine.vandamme@segec.be

Création graphique

PAF!

Mise en page et illustrations

Anne HOOGSTOEL

Membres du comité de rédaction

Elise BOUCHELET
Anne COLLET
Jean-Pierre DEGIVES
Vinciane DE KEYSER
Benoit DE WAELE
Régis DUBOIS

Hélène GENEVOIS

Brigitte GERARD
Fabrice GLOGOWSKI
Thierry HULHOVEN
Anne LEBLANC
Patrick LENAERTS
Marie-Noëlle LOVENFOSSE
Bruno MATHIELART
Luc MICHEL
Pascale PRIGNON
Guy SELDERSLAGH

Publicité

02 256 70 30
Impression
IPM Printing SA Ganshoren

Tarifs abonnements

1 an : Belgique : 16€ / Europe : 26€ / Monde : 30€
2 ans : Belgique : 30€ / Europe : 50€ / Monde : 58€

À verser sur le compte n°
BE74 1910 5131 7107 du SeGEC
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles
avec la mention « entrées libres ».

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Textes conformes aux recommandations orthographiques de 1990.

entrées libres est imprimé sur papier FSC®.

Édito

Vers un Pacte pour un enseignement d'excellence ?



“ À vrai dire, rien n'est moins sûr... À tout le moins, si l'on veut bien donner au mot « pacte » le sens que retient le dictionnaire, à savoir : « un accord, une convention solennelle entre États ou entre particuliers ». En l'espèce, se dirige-t-on vers un accord solennel entre les fédérations de Pouvoirs organisateurs (représentant les employeurs), les organisations syndicales (représentant les membres du personnel), les fédérations d'associations de parents et l'autorité publique elle-même ? Une série d'éléments permettent actuellement d'en douter.

Le premier d'entre eux est le « décret fourre-tout », par lequel le gouvernement a pris lui-même l'initiative de court-circuiter des discussions en cours sur l'adaptation de la gouvernance du système éducatif. À l'heure d'écrire ces lignes, un point sensible subsiste et concerne le périmètre d'intervention de l'autorité publique – c'est-à-dire du gouvernement lui-même – dans les écoles de l'enseignement subventionné qui présentent « un écart significatif de performance en-dehors de la moyenne des résultats ». Que l'autorité publique exerce une fonction de régulation, c'est son rôle nécessaire et légitime : définir des objectifs à atteindre, évaluer la mesure dans laquelle les objectifs sont atteints ou en voie de l'être, faire rédiger d'éventuels audits d'établissements. Moins légitimes sont les dispositions où le gouvernement se donne les moyens d'agir comme « super PO » et ce, au-delà du réseau de la Fédération Wallonie-Bruxelles où il exerce ce rôle à bon droit... avec les résultats que l'on sait. En se donnant les moyens de fixer lui-même les « actions prioritaires à mener » et les « ressources internes et externes à mobiliser », fût-ce dans un « protocole de collaboration », le gouvernement dessaisit de fait les Pouvoirs organisateurs de leurs responsabilités propres, à rebours du discours convenu sur l'autonomie et la responsabilisation des acteurs. Dans la version actuelle du texte, une certaine confusion est également entretenue entre le rôle de l'inspection et celui de l'accompagnement pédagogique. Il est toujours possible, et nous en formulons le vœu, qu'au moment où vous lirez ces lignes, le texte litigieux aura pu évoluer positivement.

Un autre point délicat concerne les attentes légitimes des associations représentatives des parents et des familles en vue d'assurer une gratuité plus effective de l'enseignement. Dans un des groupes de travail préparatoires à un éventuel « Pacte d'excellence », le Professeur Xavier DELGRANGE a exposé les contours juridiques de cette question en lien avec les importantes différences de financement entre les réseaux d'enseignement au titre de subventions de fonctionnement. Ces deux questions sont, en effet, intimement liées. Ainsi que l'ont bien montré les travaux préparatoires, on ne voit pas, en effet, comment une école libre percevant en moyenne 600 EUR par an et par élève de primaire pourrait assurer les mêmes conditions de gratuité qu'une école du réseau de la FWB qui, dans les mêmes conditions, perçoit 1200 EUR par élève et par an. Dans l'enseignement secondaire, le constat est identique : les écoles libres perçoivent en moyenne 900 EUR par élève et par an contre 1800 EUR pour les écoles du réseau de la FWB.

Nul doute que ces différents sujets, parmi d'autres, alimenteront les débats vers un éventuel accord entre les parties prenantes aux discussions... ■

Étienne MICHEL

Directeur général du SeGEC

7 janvier 2016

Éduquer aujourd'hui et demain : une passion qui se renouvelle

Guy SELDESLAGH

Fin novembre dernier, se tenait à Rome le **Congrès mondial de l'enseignement catholique**. L'occasion de célébrer et de relire, au regard du temps présent, la déclaration sur l'éducation catholique « *Gravissimum Educationis* » promulguée il y a 50 ans, à la fin du concile Vatican II. Reportage au Vatican.



Photo : Myriam GESCHÉ

En patientant dans l'interminable queue qui s'étire et ne cesse de s'allonger sur plusieurs centaines de mètres le long de la place Saint-Pierre, on découvre l'extraordinaire diversité de l'enseignement catholique du monde. Diversité et richesse. On croise des délégations des cinq continents. On salue une rectrice d'université philippine, un responsable national argentin, un évêque australien, un professeur d'université new-yorkais, un groupe d'étudiants et de professeurs italiens. Ils attendent avant de pénétrer dans la salle Paul VI, pour le lancement de « *Éduquer aujourd'hui et demain, une passion qui se renouvelle* ».

L'occasion est unique, pour plus de deux mille enseignants, directeurs, acteurs divers de l'école catholique (écoles et universités) des cinq continents, de se rencontrer et de faire le point sur les défis qu'ils affrontent au quotidien dans la réalité d'un monde en mutation. C'est une opportunité unique de se décentrer de notre vision quotidienne, de regarder notre réalité quotidienne en perspective de la réalité vécue ailleurs. Même source mais contexte différent, autre réalité. C'est aussi un moment unique de partage, d'échange, d'enrichissement mutuel.

Ce Congrès a réaffirmé la conviction qu'il existe un lien étroit entre l'identité et la mission des établissements d'enseignement

catholique. Les écoles sont, dès lors, invitées à prendre des attitudes visant à réaffirmer la valeur de la personne humaine, afin de contrer l'exaltation du seul profit économique, envisagé comme mesure de toute chose.

Communautés

Il y a beaucoup d'acteurs qui interagissent dans les établissements scolaires. Ce qui caractérise d'une manière particulière la présence et l'action de ces différentes catégories d'acteurs au sein d'une école est qu'ils forment une communauté, qu'il faut organiser à la fois comme une communauté professionnelle et une communauté éducative. La construction de ces communautés, l'affirmation de leur identité ainsi que de la mission spécifique de l'école catholique s'accomplissent à travers la formation des formateurs. La communauté d'un établissement d'enseignement catholique doit se composer d'enseignants qui possèdent non seulement les

compétences professionnelles qu'exige l'exercice de leur fonction, telles que l'autonomie, la capacité de planification et d'évaluation, la créativité, l'ouverture à l'innovation, l'intérêt sincère à la recherche et l'expérimentation, mais qui doivent également être pleinement conscients de leur rôle éducatif, leur véritable identité, et qui ont le désir d'aimer le service culturel rendu à la société, en l'accomplissant avec engagement et conviction. C'est pourquoi, la nécessité d'une réflexion sur la formation initiale et continue des gestionnaires, des enseignants et des éducateurs se fait sentir avec toute urgence.

Le Congrès a également mis en lumière les grands défis éducatifs qui appellent les écoles d'aujourd'hui dans le monde, dans une société multiculturelle en mutation profonde. Ceux-ci doivent être rencontrés avec une grande ambition : promouvoir un processus d'éducation intégrale des jeunes. ■

La session conclusive « *Ensemble pour l'Éducation* » s'est déroulée en présence du pape François. Voici quelques-unes des paroles fortes qu'il a prononcées, et qui sont autant d'encouragements et de stimulations à la réflexion et à l'action :

« *L'éducation catholique est une œuvre d'humanisation. Il ne s'agit ni de faire du prosélytisme, ni de chercher à convertir.* »

« *Là où l'éducation formelle a tout appauvri, il faut trouver de nouveaux chemins, informels. L'informalité respectueuse fait du bien dans l'éducation. Il faut ouvrir de nouveaux modèles. Éduquer la tête, la main et le cœur et mettre ces trois langages en harmonie, pour une éducation inclusive qui donne une place à chacun. Là où il y a de la rigidité, il n'y a pas d'humanisme.* »

Accompagnement des directions

Du « sur-mesure »

Parmi les nombreuses questions travaillées dans le cadre du Pacte pour un enseignement d'excellence initié par la ministre MILQUET, figure l'accompagnement des directions. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'enseignement catholique mène déjà une politique forte, tant au fondamental qu'au secondaire.

Une fonction spécifique

Propos recueillis par Conrad van de WERVE

Ils sont quatre, un dans chaque diocèse, à accompagner et encadrer les directeurs d'établissements du secondaire, novices ou confirmés. **entrées libres** a rencontré **Josiane CLAUDE**, accompagnatrice de directions pour le SeDESS¹ de Namur-Luxembourg..

Expertise

Michel BOYER est professeur au Département de gestion de l'Université de Sherbrooke au Québec. Il travaille la question du pilotage des établissements¹ avec la FESeC².

« Chez nous, il y a une obligation pour les gestionnaires, les directions d'école d'obtenir un diplôme supérieur spécifique dans les cinq premières années d'entrée en fonction. Ils peuvent compléter par le master que nous organisons. Il y a quelque temps, nous avons révisé notre programme et décidé de mettre sur pied deux cours relatifs au pilotage d'établissement. Nos ressources en la matière se sont accumulées au fil du temps, et nous avons décidé de mettre en place un site internet³, une plateforme d'échanges pour le monde francophone. De là est venue l'idée de nous associer avec des partenaires belge et français, la FESeC étant le partenaire belge.

La mise en garde que je fais quand on emploie le terme de « pilote pédagogique », c'est de penser qu'il y a deux rôles distincts : « Je m'occupe de pédagogie » et « Je m'occupe de tout le restant ». Je préfère le terme générique de « pilote ». Quand je fais mon budget, j'ai ma préoccupation pédagogique ; quand je travaille avec le personnel d'entretien, c'est pour que les infrastructures soient bien adaptées à l'apprentissage.

Il y a une image du pilotage pédagogique : pour certains, il s'agit d'aller voir ce qui se passe dans la classe, de superviser. C'est plus large que ça. Nos systèmes sont de plus en plus exigeants en termes de paperasserie, d'administration, ça occupe un temps qui ne paraît peut-être pas si utile pour faire avancer la pédagogie dans l'école.

N'empêche que toutes les dimensions de la gestion sont à orientation éducative et pédagogique. La littérature – ainsi que notre programme – démontrent l'impact réel de la direction sur les destinataires, et par ricochet, sur les apprentissages. Le soutien apporté aux enseignants est ainsi déterminant. » **CvdW**

1. Lire aussi **entrées libres** n°62, octobre 2011, p. 5

2. Fédération de l'Enseignement secondaire catholique

3. Encore en cours d'élaboration

Comment s'organise cet accompagnement ?

Josiane CLAUDE : Il y a deux grands volets, un volet individuel et un volet collectif. Dans un premier temps, le collectif consiste en des rencontres régionales de directeurs. Il y en a en principe une à chaque trimestre, et elles portent habituellement sur un sujet d'actualité ou sur une nouvelle mesure décrétable à mettre en œuvre. On fait toujours ou presque une lecture des textes, décrets, circulaires, etc. qui peuvent présenter des particularités ou des difficultés. Puis il y a un temps d'appropriation de questions.

Si les directions veulent aller plus loin – c'est le cas pour la réforme du 1^{er} degré –, on propose alors un deuxième type d'accompagnement collectif : l'intervision. J'ai donc lancé un appel à ceux qui voulaient venir discuter de façon plus approfondie la manière de mettre en œuvre le nouveau décret 1^{er} degré. Pour ce faire, je suis entourée de conseillers pédagogiques, très à la manœuvre dans les écoles sur ce sujet-là.

Autre cas de figure : un groupe de directeurs qui demandent de travailler un sujet qu'ils ont eux-mêmes proposé...

JC : Je me souviens d'une situation l'an dernier, où un papa musulman refusait que sa fille aille à la gym. Que fait-on en tant que chef d'établissement, dans pareille situation ? Nous avons donc tenu deux réunions afin, d'une part, d'en discuter et

d'autre part, de conseiller l'école sur la position à adopter. Il y a une position administrative légale, et puis le juste ajustement à la personne que l'on a en face de soi.

Autre volet, l'accompagnement individuel...

JC : Pour les interventions individuelles, la demande doit venir du directeur. Mais de temps en temps, quand je me rends compte que quelqu'un est en difficulté, ou qu'il l'exprime mais sans rien demander, je vais vers lui en lui disant : « *Écoute, j'entends que c'est difficile pour toi en ce moment, si tu le souhaites, on peut en discuter.* » Je ne vais jamais au-delà de ça.

Quelles sont les questions pour lesquelles un directeur peut faire appel à vous ?

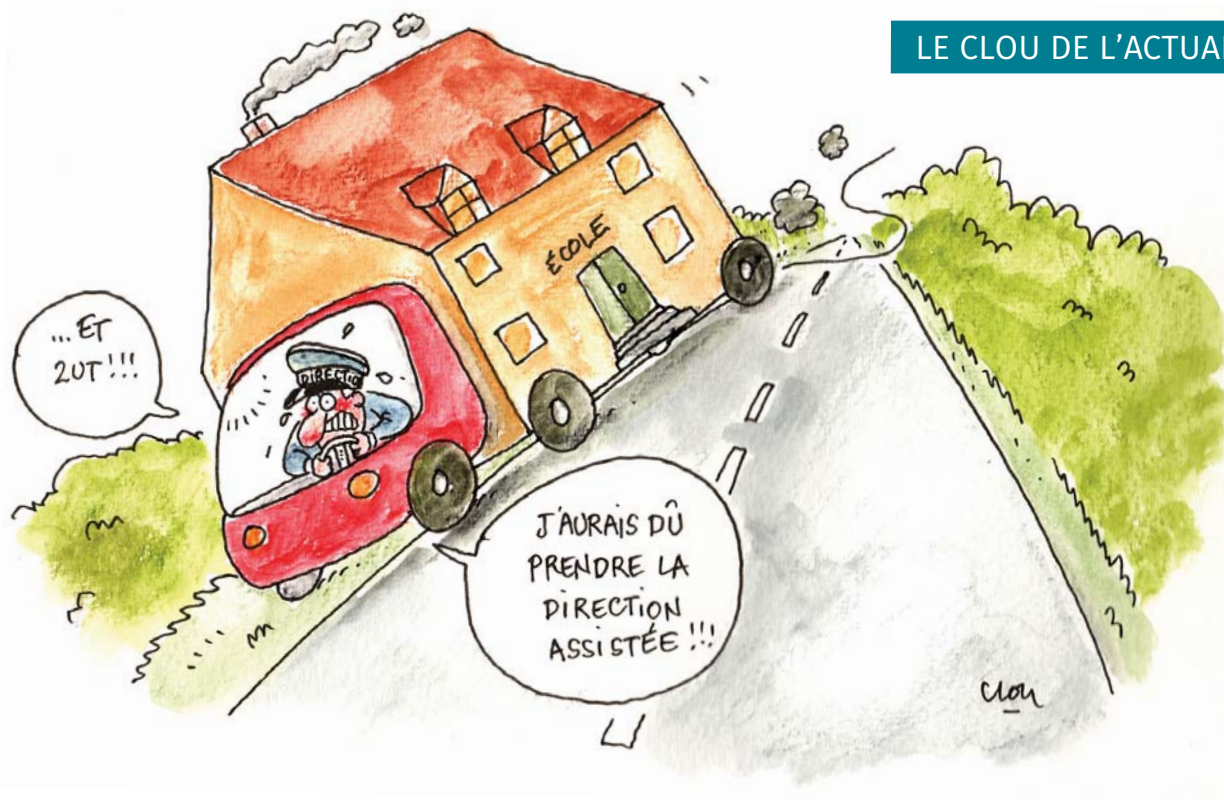
JC : Il peut y en avoir toutes sortes. En cas de question technique pointue, si je ne peux pas répondre, je fais appel à l'équipe (le SeDESS, la FESeC voire le SeGEC, cela dépend...), donc j'indique plutôt un interlocuteur pertinent. Quand l'occasion se présente, on donne un coup de fil ensemble, et c'est réglé en trois minutes.

Parfois, il y a des problèmes plus épineux, mais cela ne demande souvent pas un suivi de longue durée. Cela peut être aussi un problème relationnel dans l'école, ou de pilotage dans l'établissement. Ou bien

un projet qui commence à se faire jour, et dont le directeur ou l'équipe de direction souhaite parler avant d'avancer dans le travail avec l'ensemble de l'école. Il peut arriver que l'on ait besoin de prendre du recul avant de mettre un projet en œuvre. À ce moment-là, nous pouvons avoir un effet « levier » qui va permettre de dire : ok, je sors la tête du guidon, je regarde les choses d'un peu plus loin, pour éventuellement objectiver des freins potentiels, des forces potentielles. ■

1. Service diocésain de l'enseignement secondaire et supérieur

LE CLOU DE L'ACTUALITÉ



Un dispositif adapté aux besoins

Propos recueillis par Brigitte GERARD

Les directeurs de l'enseignement fondamental rencontrent des difficultés de tout ordre : organisationnel, relationnel, pédagogique... Pour les aider, les conseillers pédagogiques leur proposent un accompagnement qui leur permet de prendre du recul et de faire évoluer leur pratique. **Jean CASTIN**, conseiller pédagogique du diocèse de Tournai, nous en dit plus sur ce dispositif.

En quoi consiste le dispositif d'accompagnement des directions du fondamental dans votre diocèse ?

Jean CASTIN : En-dehors des accompagnements que nous proposons de manière individuelle aux directions et à leurs équipes, nous avons mis sur pied deux collectifs : « *Mets ton costume de pilote* », destiné aux nouveaux directeurs, et « *Pause sur mon pilotage* », pour ceux qui ont plus d'expérience. En ce qui concerne le premier, nous proposons aux directeurs qui entrent en fonction quatre journées de réflexion par an pour travailler ensemble, avec deux conseillers pédagogiques, sur leur découverte du métier. Ils y racontent leur expérience, leurs difficultés et ensuite, nous leur proposons des outils pour les aider dans leur pratique.

Nous travaillons aussi sur le modèle de l'intervision : un directeur raconte une situation rencontrée et le groupe l'analyse, pour mieux la comprendre et chercher des pistes pour l'améliorer. Ces réunions sont l'occasion, pour les directeurs, de se mettre en réseau, de tisser des liens, de

prendre du recul, de mieux comprendre leurs difficultés... Et après un an, s'ils sont satisfaits, ils peuvent rempiler pour une deuxième saison, avec le même groupe !

Qu'en est-il du collectif « *Pause sur mon pilotage* » ?

JC : Il a été mis en place l'an dernier et est destiné aux directeurs plus chevronnés. En complémentarité avec des formations continuées organisées à leur intention, il nous semblait important de leur proposer un soutien. Nous avons donc créé ce collectif, où ils ont notamment l'occasion de découvrir un modèle de pilotage inspiré de Michel BOYER, professeur à l'Université de Sherbrooke au Québec (*cf. encadré p. 5 de ce dossier*). Grâce à cet apport théorique, ils peuvent s'approprier de nouvelles connaissances sur le métier, faire miroir avec leur propre pilotage et analyser leur façon de faire. Le modèle ne leur dit pas comment ils doivent piloter, mais les aide à comprendre leur pratique du métier et comment ils pourraient la faire évoluer. Il n'y a pas un pilotage

modèle d'une école mais des pilotages, adaptés au contexte, à la situation, aux enjeux locaux... La difficulté, pour un directeur, est de parvenir à équilibrer tout ça.

Quels sont les atouts majeurs de ces collectifs ?

JC : Ce qui est intéressant, c'est de miser sur les interactions entre les directeurs. Nous faisons confiance au savoir de ceux-ci, qui se construit dans les interactions, dans la mise à distance, en lien avec les expériences des uns et des autres. Le collectif permet aussi une économie d'échelle : si quinze directions se rassemblent, les conseillers pédagogiques peuvent les voir en même temps ! Les collectifs nous permettent aussi parfois de faire émerger des problématiques ou des situations qui méritent un suivi plus individualisé d'une direction. Et c'est une façon de donner une visibilité à notre service et de rappeler aux directeurs qu'ils ne sont pas seuls, qu'ils peuvent nous appeler en cas de souci. ■

Témoignage

Hervé D'HALLUIN est directeur depuis trois ans au Centre scolaire libre de Celles-Mont de l'Enclus. Il témoigne ici de ses débuts dans le métier et de l'aide précieuse qu'il a trouvée lors de la session « *Mets ton costume de pilote* ».

« Quand on passe du métier d'enseignant à celui de directeur, on fait face à une grosse rupture professionnelle. On se retrouve seul, et on ne sait pas par où commencer. On est bombardé de travail administratif, il y a un tas d'imprévus à régler... Heureusement, j'ai vite entendu parler de la formation « *Mets ton costume de pilote* » proposée par la Maison diocésaine de Mons et encadrée par des conseillers pédagogiques. J'y suis donc allé et y ai reçu un tas de petits trucs pour m'aider dans le métier. Le plus intéressant était d'échanger avec les autres directeurs et de constater qu'on n'était pas seul. C'était très constructif. Nous formions un bon groupe d'une dizaine de personnes, auquel je suis ravi d'avoir participé. J'en revenais toujours rassuré et avec plein d'idées !

La deuxième année, j'ai participé à la suite de cette formation. On était un peu moins nombreux, mais le partage était toujours aussi riche. Il y avait des moments d'intervision, où l'on s'attardait sur un souci en particulier pour essayer de trouver des solutions, à partir de son expérience personnelle, de conseils professionnels, de livres, de vidéos... J'ai eu l'occasion de tester plusieurs fois des pistes proposées, et j'ai toujours été très satisfait.

Cette année, on continue à se voir régulièrement à trois, dans nos écoles. On va chez l'un, chez l'autre, on découvre d'autres pratiques... Ne fût-ce que la façon de ranger son bureau ou de déléguer du travail. Et les conseillers pédagogiques continuent à nous épauler, en nous contactant par e-mail ou par téléphone pour voir comment on poursuit notre progression.

La formation « *Mets ton costume de pilote* » a été, pour moi, très positive. Elle nous a permis d'obtenir beaucoup de réponses, même si on n'a pas pu tout passer en revue ! Avant tout, ce type d'initiative rassure : les directeurs sont entendus, écoutés, compris et reçoivent des pistes de solutions, de travail. C'est tout ce que j'attendais et ce que je recherchais ! » **BG**

Écrire pour grandir

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Il en est des projets comme des gens, certains vous marquent plus que d'autres. À en croire **Annick ELOY**, l'atelier d'écriture qui a eu lieu dans son école est du genre qui « prend aux tripes ». Projet riche d'enseignements, mais aussi de rencontres multiples, celle des femmes de cœur qui ont porté l'initiative, celle d'élèves de l'ordinaire et du spécialisé qui s'approprient au fil des mots, celle d'expressions insoupçonnées, de trésors cachés, d'émotions surgissant au détour des chemins et des phrases.

« J'ai toujours aimé faire intervenir en classe des journalistes, poètes ou écrivains, résume Annick ELOY, institutrice à La Petite École de Gentinnes. Quand j'ai appris que le CDWEJ¹ proposait, de la maternelle au supérieur, des partenariats entre des artistes (auteur, comédien, danseur, etc.) et des classes, j'ai trouvé ça génial ! »

Lors de ce partenariat, vont se succéder ateliers en classe, activités avec l'instituteur(-trice) en lien avec eux, réunions avec des enseignants engagés dans un projet similaire, moments de partage avec les artistes partenaires, débriefings avec le CDWEJ, qui pilote la manœuvre. « En fin d'année, on se retrouve tous pour une évaluation, une conférence thématique et des moments d'échange, reprend l'enseignante. C'est là que j'ai rencontré Bernadette RAUCENT, logopède à l'école spécialisée des Chardons à Chastre, à quelques kilomètres de chez nous. Elle avait envie de participer à une expérience avec un auteur. Nous avons décidé de faire une demande ensemble, en intégrant des élèves des Chardons aux ateliers de La Petite École, dans le but d'écrire avec tous les enfants. »

L'écriture, ça me botte

Les choses se sont mises en place progressivement avec Claire GATINEAU, l'auteure partenaire. Le projet a démarré avec les élèves de 3^e année et leur titulaire de classe et s'est poursuivi l'année suivante avec A. ELOY. « Il a fallu un peu de temps pour que les uns et les autres s'approprient, se souvient-elle. Trois élèves des Chardons, qui avaient entre 10 et 14 ans, nous ont rejoints pour les ateliers. Les échanges ont été très riches. Il a, bien sûr, fallu gérer par moments colères, bouderies ou découragement, mais nous avons toujours trouvé des solutions pour avancer ensemble. »

Et quand Cl. GATINEAU a proposé des balades littéraires à l'extérieur de l'école, située en pleine nature, tout ce petit monde s'est empressé d'enfiler anoraks et bottes. « Claire proposait des pistes d'écriture, précise l'enseignante. Nous nous rendions dans les bois, près d'une rivière, dans une ferme, nous rencontrions des personnes qui nous parlaient de l'endroit visité. Les enfants récoltaient des mots, confiaient au papier leur ressenti, leurs observations. Une structure était ensuite proposée par l'auteure pour réinvestir les mots glanés. »

Jamais à court d'idées, cette dernière n'a pas tardé à proposer à ses partenaires d'écriture de partir tous ensemble deux jours, sac au dos. Après plusieurs semaines de préparation, c'est une petite troupe gonflée à

bloc, crayons et papier en poche et imagination à l'affût, qui s'est mise en route avec des missions d'écriture.

« Tous ont écrit avec leurs moyens et ont réussi à produire des choses magnifiques, s'enthousiasme A. ELOY. Un enfant des Chardons a filmé et commenté tout le périplore. Ce projet de 2 ans s'est révélé particulièrement riche du point de vue relationnel et humain. Il en reste une farde remplie de souvenirs écrits, morceaux de vie, expression d'émotions multiples, mais il nous a aussi apporté un autre regard sur la différence. Artistiquement et humainement, il a ouvert nos horizons ! » ■

1. Centre dramatique de Wallonie pour l'enfance et la jeunesse - www.cdwej.be





Y a-t-il un pilote dans le labo ?

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Apprendre aux élèves les formules chimiques qu'ils pourront expérimenter, c'est bien. Les mettre en situation de chercheurs (et si possible, de « trouveurs »), c'est mieux ! Et quand on leur donne la possibilité de réfléchir à une gestion optimale des déchets de laboratoire, et même de construire l'outil qui va les y aider, que demander de plus ? Un prix ? C'est fait ! Le projet vient de remporter la deuxième place du Prix Terre d'Avenir 2015¹.

et faibles, recherche de solutions, réalisation, avec l'aide de la section soudure, d'une structure en métal sur laquelle sont transférées les opérations chimiques à réaliser.

Quel est l'intérêt de travailler de cette manière ? « Les élèves concernés se destinent à un emploi dans l'industrie chimique, l'agroalimentaire, le milieu pharmaceutique ou médical, répond l'enseignant. Il est important qu'ils aient un solide bagage, mais aussi qu'ils soient capables d'innover et soucieux de l'environnement. C'est bien ce qui est mis à l'œuvre avec ce projet de pilote sur lequel ils vont plancher en 6^e.

Ça les motive beaucoup. On s'éloigne d'une logique strictement scolaire pour se familiariser avec des méthodes plus professionnelles. On va faire des propositions, les tester, les évaluer. La voie choisie peut mener à une impasse. On cherche tous ensemble, prof comme élèves. Il faut à la fois être autonome et pouvoir travailler en équipe.

Quand on est sept sur un pilote, on doit se coordonner, penser au travail du coéquipier. Cela fait plusieurs années qu'on travaille comme ça. On termine notre deuxième pilote, et ça ne devrait pas s'arrêter de sitôt ! » ■

1. www.terredavenir.be
2. www.asty-moulin.be

“ Nous avons conçu et réalisé ce pilote pour la gestion des déchets de laboratoire pour deux raisons, explique **Pierre-Yves DRUARD**, qui enseigne la chimie organique et la technologie chimique au Collège Saint-Servais² à Saint-Servais (Namur). Dans l'enseignement qualifiant, il est normal qu'on mette les élèves en projet pour réfléchir autour d'un thème et réaliser quelque chose.

Par ailleurs, nous avons besoin, en labo, d'un certain nombre d'outils qu'on ne trouve pas nécessairement sur le marché, du moins à un prix abordable. Nos expériences génèrent des déchets. Nous nous efforçons de les réduire à la source, mais il en reste tout de même. On ne peut pas les jeter dans l'évier, et ça coûte cher de devoir recourir à une société spécialisée. D'où l'utilité de se doter d'un appareillage regroupant différentes techniques de séparation, pour valoriser un maximum ce qui sort de nos manipulations. Un solvant qui

a été sali peut être distillé, redevenir pur et être réutilisé. Une eau peut également être « nettoyée » des éléments de nature cristalline ou volatile qu'on y laisse, ce qui permettra de la jeter sans risque dans l'évier. »

Dans l'industrie chimique, un pilote est une unité de production ou de recherche qui rassemble plusieurs outils sur un même support permettant une série de manipulations les unes à la suite des autres.

Dans le cas évoqué ici, le souhait étant de traiter les déchets du labo, professeur et élèves ont construit un rail en bois de 2m50 de long et 2m de haut, comportant des pompes pour aspirer des liquides, des filtres, des systèmes de dispersion, etc.

On cherche tous ensemble, prof comme élèves

Entre la conception d'un pilote et sa réalisation, il faut compter à peu près 3 ans : mise en place des procédés, résolution des problèmes, examen des points forts

Un **stage** dont l'étudiant est le **héros**

Brigitte GERARD

Favoriser les initiatives entrepreneuriales des étudiants ou anciens diplômés, tel est l'objectif de la *Cellule Ephec Entreprendre* mise en place à l'Ephec Louvain-la-Neuve¹. L'an dernier, **Loïc ROEKHAUT** a, par exemple, pu créer son entreprise *Insect'Break* grâce à un « stage-TFE Entreprendre ».

“ Je savais depuis longtemps que je voulais devenir un jour mon propre patron », assure

Loïc ROEKHAUT, fraîchement diplômé de l'Ephec en comptabilité. C'est en 2^e année qu'il réalise, lors d'un cours de création d'entreprise, que l'entrepreneuriat le passionne. En 3^e, il débute, comme ses camarades, son stage de trois mois en entreprise, mais se rend vite compte que cela ne lui convient pas. Après discussion avec l'Ephec, l'établissement lui permet de se lancer, à la place, dans un « stage-TFE Entreprendre », pour lui laisser le temps de créer son entreprise. « J'avais déjà une idée claire de ce que je voulais faire », précise Loïc. *Je souhaitais me lancer sur le marché des insectes, car c'est un produit tendance et le milieu est assez ouvert. J'avais déjà réussi à démarcher quelques clients et ai donc rapidement pu créer ma société, « Insect'Break ». Je suis, depuis, grossiste et détaillant en insectes comestibles ! »*

Coup d'essai, coup de maître pour cette initiative de la Haute École : l'an dernier, les quatre étudiants qui ont suivi ce stage ont réussi à monter leur société avant la fin de l'année scolaire. « Cela fait, en réalité, des années que l'on développe l'esprit d'entreprendre », rappelle **Véronique GILLET**, directrice de l'implantation de l'Ephec à Louvain-la-Neuve. *Au fil du temps, on s'est rendu compte qu'il y avait pas mal d'étudiants en projet pendant leurs études, qui devaient se débrouiller pour tout mener de front. L'an dernier, on a donc permis à ceux qui étaient sur le point de créer une structure de se lancer dans ce stage. »*

Ils ont eu, dès lors, trois mois pour se consacrer à leur activité à temps-plein, tout en ayant droit à un encadrement professionnel. « Au moindre souci, nous pouvions demander conseil aux enseignants,



à notre maître de stage, ou même à la directrice », témoigne Loïc.

Par ailleurs, la Cellule Ephec Entreprendre organise divers événements à l'intention des jeunes : des activités pour challenger un projet devant des professionnels, une présence dans des salons... Dans la foulée, l'école a décidé, fin 2015, de reconnaître le statut d'« Étudiant Entrepreneur », qui permettra de concilier plus facilement études et création d'entreprise. Et, récompensée pour ses efforts, l'Ephec a obtenu récemment le label d'école entrepreneuriale, décerné par l'Agence de Stimulation économique. « Nous essayons aussi d'améliorer la communication, particulièrement à l'égard des anciens, ajoute V. GILLET. Il s'agit de faire le lien entre les anciens qui sont passés à l'acte et les nouveaux qui sont en projet, pour qu'ils croient en leurs rêves ! » Celui de Loïc est devenu réalité, en partie grâce à son stage. « Sans ça, je n'y serais pas parvenu », constate-t-il. *Tout n'a pas toujours*

été simple : un certain nombre de personnes, à l'AFSCA, à la commune, à la banque, étaient assez pessimistes quant à mes chances de réussir. Et être étudiant n'était pas non plus un atout ! »

Cela ne l'a pas empêché de garder le cap et de rester motivé. Il est d'ailleurs loin d'en avoir terminé : « Je me suis lancé, cette année, dans une passerelle vers un master en sciences de gestion à l'UCL. Cela me prend énormément de temps, du coup l'entreprise stagne un peu... Heureusement, je garde quelques gros clients, comme Carrefour ou Pairs Daiza, qui font des commandes ponctuelles et qui me permettent d'avoir des rentrées d'argent ! » ■

1. www.ephec.be

Un projet à faire connaître ?
redaction@entrees-libres.be



Photo : Guy LAMBRECHTS

L'école doit-elle regarder dans l'assiette ?

REGARDS CROISÉS

Responsabilité partagée

ÉTAT DES LIEUX

Et sur le terrain ?

PRATIQUES

Tous à la ferme !

Distributeurs : allier finances et santé

Resto pédagogique

EXPERT

Alimentation durable : formation sur mesure !

La question est posée : quel rôle l'école doit-elle jouer dans l'éducation à une alimentation saine et équilibrée ? A-t-elle d'ailleurs un rôle à jouer ? Si, pour certains, sa mission se limite à proposer un service aux élèves, à savoir des repas chauds à midi par exemple, pour d'autres, elle doit prendre en charge cette éducation.

Un acteur PMS nous rappelle, dans les pages qui suivent, que cette question est d'abord du ressort des familles, même si l'école apporte aussi sa pierre. Ce point de vue est partagé par l'UFAPEC (Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique), qui

constate tout de même que le rythme des familles a changé et que, souvent, celles-ci délèguent en partie cette responsabilité à l'école.

Dans ce dossier, nous avons également voulu nous intéresser aux pratiques sur le terrain. Nous sommes notamment allés à la rencontre d'une école qui sert à midi les produits de sa ferme pédagogique, mais aussi d'un établissement qui, pour allier santé et équilibre de ses finances, a mis en place des distributeurs proposant des produits sains. Vous l'avez compris, pas de recette unique en la matière ! Bonne lecture... ou bon appétit, peut-être ! ■

Conrad van de WERVE

Responsabilité partagée

Les questions liées à l'alimentation sont inévitablement abordées à l'école, lieu de vie où les élèves passent une bonne partie de la journée. Mais quel doit être son rôle en la matière ? Peut-elle se contenter d'un simple service octroyé aux élèves, ou doit-elle mener une réflexion plus large ?

L'éducation et la prévention à la santé font partie des missions des Centres PMS. **Sophie de PRET**, infirmière et assistante paramédicale dans les Centres PMS libres d'Ixelles et de Woluwe 3, nous éclaire sur ces questions.



Photo : Guy LAMBRECHTS

Le Centre PMS Propos recueillis par Brigitte GERARD

Quel doit être le rôle de l'école en matière d'alimentation ?

Sophie de PRET : Pour moi, la question alimentaire doit d'abord se travailler dans les familles. Les parents sont les principaux acteurs de changement, à ce niveau. Toutefois, je pense que l'école peut aussi susciter des évolutions. Elle n'a pas la responsabilité de ces questions-là, mais est un levier fabuleux pour les poser ! Les Centres PMS, quant à eux, n'imposent rien aux écoles. Dans le domaine de l'éducation à la santé, cela n'aurait pas de sens. Nous intervenons en cas d'interpellation d'un établissement et nous mobilisons alors pour mettre en route des changements via la mise en place de projets. Si on est interpellé pour parler d'une question alimentaire dans une école, c'est que celle-ci est en pleine mobilisation et que les acteurs de l'école sont prêts à entrer dans un projet. Il aura alors plus de chances d'être pérennisé.

Les Centres PMS proposent-ils des animations spécifiques à l'intention des parents ?

SdP : Oui, nous travaillons ces questions avec les parents via diverses animations : des petits-déjeuners, des collations, mais aussi des espaces-parents, pour permettre les rencontres. Cette année, dans un établissement, deux rencontres ont été organisées sur ce thème, suite à une volonté de leur part. Les parents entendent une série d'informations et ne s'y retrouvent pas toujours sur les règles de base à respecter en matière d'alimentation. Ils ont souvent envie de s'impliquer dans leur école et deviennent alors mobilisateurs de changement. Sans leur soutien, il est très difficile d'imposer des choses... Si les enfants arrivent avec une boîte à tartines remplie de biscuits et de tartines au choco, ce sont les parents qui sont responsables. Ce travail de sensibilisation doit se mener sur du long terme.

Cette préoccupation est-elle plus présente aujourd'hui qu'il y a quelques années ?

SdP : Je pense que les écoles ont toujours été assez attentives à ces questions-là. Maintenant, elles ont sans doute davantage la volonté d'être actrices de changement. Avec tous les principes alimentaires et écologiques dont on entend parler, ces problématiques entrent de plus en plus dans les écoles, qui se rendent compte qu'elles peuvent avoir un rôle à jouer.

Aborder les questions alimentaires dans des classes multiculturelles pose-t-il parfois problème ?

SdP : L'essentiel est de remettre les principes alimentaires dans leur contexte. Il est très important d'aborder les questions de culture, d'habitudes, d'échanges... C'est quoi, en fait, manger ? Qu'est-ce que cela représente ? Il s'agit aussi de passer du bon temps ensemble, d'y trouver du plaisir, de susciter des échanges, de la relation. Tout cela fait partie des choses de la vie. Mais il faut aussi pouvoir accepter certaines règles alimentaires, des principes qui sont un peu universels. La question est de savoir comment les intégrer dans la vie quotidienne et les habitudes d'une culture.

Quels sont ces principes que vous essayez de faire passer ?

SdP : Nous partons de la nouvelle pyramide alimentaire : à sa base, il y a l'activité physique et l'eau. Ensuite, les fruits et légumes, puis les céréales, les protéines, les huiles et graisses, et tout en haut, les extras. En partant de là, on se rend compte que la base de l'alimentation est la même dans toutes les cultures : ce sont les fruits et les légumes. ■

Les parents

Propos recueillis par Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Qu'attendent les parents de l'école, en matière d'éducation à l'alimentation ? Nous avons posé la question à **Bernard HUBIEN**, Secrétaire général de l'UFAPEC.

Pour les parents, l'éducation à l'alimentation fait-elle partie du rôle de l'école ?

Bernard HUBIEN : C'est, en tout cas, une question récurrente dans les Associations de parents, tant au fondamental qu'au secondaire. « Nourrir ses enfants » a une dimension très symbolique. C'est la première mission des parents, mais le rythme des familles a changé, et elles délèguent aujourd'hui en partie cette responsabilité à l'école. La question de l'alimentation saine est évoquée dans les cours, mais une réelle éducation à l'alimentation doit passer par du concret. Un exemple : une école primaire a lancé, il y a quelques années, des « points vitamines ». Quand les enfants apportent des collations saines, ils reçoivent un point vitamine. Ces points accumulés leur permettent d'acquérir un fruit ou un yaourt supplémentaire. Et ça marche ! Mais ce n'est pas un bon signal quand, d'un côté, le discours prône une alimentation saine et que, de l'autre, les élèves ont accès, dans l'école, à des distributeurs de sodas et d'encas mauvais pour la santé. Nous savons que les écoles de notre réseau doivent trouver des rentrées financières, mais sont-ce les meilleures pistes ?

Quelle attitude l'école devrait-elle avoir ?

BH : À mon sens, l'école devrait essentiellement encourager les bonnes pratiques, en joignant le geste à la parole. Il est important qu'il y ait une cohérence entre le discours et les produits proposés. En 2012, la Fédération Wallonie-Bruxelles a publié un cahier spécial des charges à destination des collectivités accueillant un public entre 3 et 18 ans et de leurs partenaires-fournisseurs pour promouvoir « *une alimentation saine, savoureuse et durable* ». Nous ne pouvons qu'approuver cette démarche. Mais attention au discours que l'on tient ! Si les incitations sont trop prescriptives, elles peuvent être contreproductives. Nous avons dû rassurer une maman élevant seule sa petite fille, qui avait compris le message de l'école comme étant : « *Si vos parents vous aiment, ils vous donneront cinq fruits et légumes par jour* », ce qui n'était financièrement pas possible pour elle.

Il est important d'être dans une dynamique éducative sans jugement, et que le discours de l'école ne renforce pas le mal-être de certains jeunes en liant, par exemple,

surpoids et mauvaise alimentation. Un discours trop normatif et stigmatisant peut jouer sur l'estime de soi et entraîner des troubles, comme l'anorexie. L'école doit promouvoir des dispositifs concrets et pédagogiques qui visent la bonne santé et l'acceptation de soi plutôt que de mettre en avant l'idée de rester mince. Il s'agit là de deux dynamiques très différentes.

Les normes de l'AFSCA¹ étant strictes, des écoles ont dû fermer leurs cuisines...

BH : On en arrive à des situations où, pour des raisons d'hygiène, on ne peut plus servir de la soupe, mais bien des pizzas ! On ne jette pas la pierre aux écoles. Elles font ce qu'elles peuvent et n'ont pas toujours les moyens de réaliser les transformations nécessaires à la préparation de repas corrects. Quoi qu'il en soit, il est important que les parents soient associés aux réflexions à ce sujet. Ici, on est vraiment au cœur du partenariat école-familles. Là où ça se passe bien, ce partenariat peut conduire à la mise sur pied d'un potager, à l'organisation de semaines du développement durable (avec un volet alimentation qui met l'accent sur l'empreinte carbone, le respect des sols, la durabilité), etc. Ça aussi, ça fait partie de l'éducation à l'alimentation. Si la pomme qu'on croque est pleine de pesticides, ce n'est pas bon pour la santé. On peut amener les enfants à réfléchir à des tas de choses. L'alimentation, c'est la vie, et ça touche à des domaines très différents. ■

1. Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire

Photo : Conrad van de WERVE



Et sur le terrain ?

Brigitte GERARD

Les écoles se soucient-elles des questions liées à l'alimentation de leurs élèves ? D'après **Sophie de PRET** (cf. p. 2 de ce dossier), la situation est variable, mais certaines sont très actives dans ce domaine. Et les Centres PMS sont leurs partenaires privilégiés pour les accompagner.



« Nous intervenons toujours suite à une demande formulée par une école, explique l'infirmière. Des activités se mettent alors en place, telles que des recherches, des rencontres, des animations. Je travaille avec sept établissements scolaires, du maternel au secondaire. Parmi eux, quatre nous ont interpellés sur la question alimentaire, et nous y avons proposé diverses activités. On a travaillé, par exemple, sur la question de la boisson, de l'utilisation de l'eau à l'école... En général, on propose des animations dans des classes et on travaille toujours avec les parents. Un chouette projet se met notamment en place dans une école, où l'on rencontre certains parents qui se mobilisent ensuite pour aller parler aux autres familles. Il faut, en effet, qu'elles soient elles-mêmes porteuses et actrices de changement. La cantine scolaire ne concerne qu'une petite partie des enfants. La plupart viennent avec des tartines ou rentrent manger chez eux à midi. »

Cette dynamique positive à l'œuvre dans les établissements vient souvent d'une impulsion des directions. « Elles soutiennent régulièrement des projets liés à la santé, à l'alimentation, constate S. de PRET. Quand toute une école se mobilise, on peut se permettre d'imposer certaines règles, comme par exemple de ne boire que de l'eau à la place de petits jus et de berlingots... »

Les Centres PMS abordent, par ailleurs, ces questions de façon pluridisciplinaire. « Ce qui est motivant, c'est qu'on travaille ensemble, précise l'assistante paramédicale. Je m'occupe plus des questions liées à la santé, mais lors de rencontres avec les parents, une collègue psychologue et une assistante sociale peuvent venir travailler la problématique dans sa globalité. On ne s'arrête jamais à un élément, c'est beaucoup plus large ! L'alimentation est liée aux questions d'accessibilité, de moyens financiers, à la culture, aux habitudes... »

À côté des Centres PMS, les écoles collaborent aussi avec des associations. « Et pour des questions plus spécifiques, elles peuvent faire appel, par exemple, à un nutritionniste. Nous avons aussi travaillé avec l'ONE sur la question de l'eau. » Enfin, les Services PSE ont également une mission de prévention à la santé.

De son côté, S. de PRET tient à continuer à réfléchir sur ses propres pratiques. Elle participe 3-4 fois par an à des réunions rassemblant les assistantes paramédicales des Centres PMS libres de Bruxelles, pour traiter des sujets qui leur tiennent à cœur : « Ces réunions permettent d'échanger des pratiques, de réfléchir, de se positionner. On a notamment travaillé sur la question de la santé des dents, en lien avec une bonne alimentation. »

D'une manière générale, les écoles semblent, en tout cas, commencer à prendre ces questions à bras-le-corps. « Oui, chacune, bien sûr, à son niveau, avec ses moyens, ses projets, mais il y a une réelle préoccupation à ce sujet ! » ■

Alimentation saine et équilibrée

L'Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W) mène diverses actions pédagogiques de sensibilisation à une alimentation équilibrée dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans le cadre, notamment, de deux programmes européens, « Fruits et Légumes » et « Lait-École », qui visent à favoriser la consommation de ces produits dans les écoles.

Des subsides permettent l'achat, à prix réduit, de fruits et légumes de saison, de lait et lait aromatisé, et de fromages et yaourts destinés aux élèves.

Plus d'informations : www.apaqw.be - info@apaqw.be

Du matériel pédagogique (brochures, dépliants...) est disponible sur demande.

Tous à la ferme !

Brigitte GERARD

Des poules, des canards, des lapins, mais aussi des chèvres, des moutons d'Ouesant, des poneys, et même un âne... Tels sont les compagnons de route des élèves de l'école Saint-Pierre qui, entre deux cours, peuvent aller rendre visite aux animaux ou aller bêcher dans le potager. « *Il y a une dizaine d'années, l'école a reçu un terrain, sur lequel a d'abord été créée une mare naturelle et où ont été plantés des arbres indigènes,* explique la directrice, **Anne PIERART**. *À la même époque, une institutrice avait installé une couveuse avec des poussins dans sa classe. Je lui ai alors suggéré de faire un petit poulailler, pour que les enfants puissent voir les poussins grandir... À partir de là, nous avons reçu une ribambelle d'animaux, même un cochon !* »

Ensuite, un potager s'est petit à petit mis en place et aujourd'hui, chacun met la main à la pâte dans cette grande « plaine pédagogique ». « *Toutes les classes qui le souhaitent participent au projet,* précise **Bénédictte LOURTIE**, institutrice en 6^e primaire. *D'une manière générale, les classes de 5^e et 6^e y travaillent en collaboration avec une classe de 1^{re} ou 2^e maternelle. Nous allons notamment avec eux tous les mardis matin à la ferme pour nourrir les animaux. Au niveau du potager, il y a six jardinières en carré surélevées, mais avec mes élèves de 6^e, j'utilise un plus grand terrain, où l'on peut planter et récolter des pommes de terre.* »

Et après la récolte, quoi de mieux que de cuisiner soi-même le produit du dur labeur ? Les élèves cherchent des recettes et réalisent un gratin dauphinois, des pommes de terre farcies, des chips de vitelotte, de la purée, qu'ils dégustent ensuite. « *L'objectif est que les enseignants puissent prévoir des collations et des activités culinaires à partir de ce qu'ils récoltent,* note la directrice. *Et la dame qui s'occupe de la cantine peut utiliser les plantes aromatiques du jardin, les légumes ou les œufs de nos poules dans ses menus.* »

Grâce à ce projet, les élèves se rendent compte de l'origine des fruits et légumes, du cycle de vie des animaux, et surtout, du rôle qu'ils peuvent y jouer. Et dans ce cadre, l'école réfléchit à sensibiliser les enfants à une alimentation la plus saine possible. Notamment, en participant au programme européen « *Fruits et légumes à l'école* », qui permet aux établissements de l'enseignement fondamental de distribuer gratuitement des fruits et légumes, grâce à une aide cofinancée par la Région wallonne. « *Nous avons un partenariat avec un distributeur, qui nous apporte des fruits une fois par semaine,* explique la directrice. *Au début, les enfants étaient un peu réticents, mais maintenant, ils attendent la distribution avec impatience ! En maternelle, on propose des collations saines, et nos repas du midi ont été avalisés par une diététicienne.* »

Autre atout de ce projet : il semble avoir un effet apaisant sur les enfants. « *Mettre les mains et les pieds dans la terre détend ceux qui ont des problèmes familiaux, notamment,* raconte **B. LOURTIE**. *Je vais parfois à la ferme sur le temps de midi avec mes élèves de 6^e, qui sont alors libres de s'occuper des animaux ou de faire du jardinage. C'est merveilleux, car en bêchant et en cherchant des pommes de terre, ils se découvrent une force qu'ils ne soupçonnaient pas... Et c'est aussi un peu pour eux comme une chasse au trésor !* » ■

Apprendre à bien manger ? Oui, mais si on s'intéressait d'abord à l'origine des aliments ? D'où viennent les légumes ? Où poussent les fruits ? Et les œufs, ils tombent du ciel ? Tout cela n'a plus aucun secret pour les élèves de l'école fondamentale Saint-Pierre à Montigny-sur-Sambre, qui met à leur disposition une mini-ferme et un potager.



Distributeurs

Allier finances et santé

Propos recueillis par Brigitte GERARD

Le Collège Saint-Augustin d'Enghien propose plusieurs distributeurs de boissons ou collations à ses 1600 élèves. Entre nécessité financière et volonté d'offrir une alimentation saine, c'est un choix mûrement réfléchi, comme l'explique **Benoît PLETINCKX**, directeur et administrateur délégué du PO de l'établissement.

« Plutôt que de bannir les distributeurs et de nous retrouver avec des jeunes qui ont un réel besoin de s'alimenter ou qui achètent n'importe quoi à l'extérieur, le collège essaie de veiller à la qualité des produits disponibles. Outre celui du restaurant scolaire, il y a cinq distributeurs. Deux d'entre eux proposent les traditionnelles boissons de type soda light, ainsi que de l'eau pétillante et plate (disponible, par ailleurs, gratuitement en cruchons). Un distributeur vend des biscuits de qualité, un autre propose des produits laitiers, et un dernier des boissons chaudes, du café, du cacao, du lait et deux potages.

Bien que nous ayons opté pour des prix inférieurs à ceux pratiqués dans le commerce, cela génère un bénéfice estimé à 10 EUR en moyenne par élève, sur une année scolaire. Soit l'équivalent de l'installation de 4 à 5 tableaux numériques interactifs ! Nous offrons, par ailleurs, un service de repas équilibrés aux élèves. Il me semble, en effet, qu'il y a lieu, en tant que responsable scolaire (PO ou direction), de ne pas se contenter d'un simple service aux élèves, en termes d'alimentation. Il faut aller plus loin. Non seulement en matière de sensibilisation à une alimentation saine, via les cours ou des actions ponctuelles dans l'école (semaine repas bio, « 1 jour, 1 fruit », sans les distributeurs, etc.), mais aussi via une recherche de cohérence avec le service proposé par l'école, et d'équilibre en fonction des différents regards portés sur la question : le regard « diététique » visant à privilégier des produits sains et des repas équilibrés, le regard « financier », le regard « éducatif » afin que les adolescents fassent des choix équilibrés pour s'alimenter, le regard des familles...

Les Conseils des élèves, de participation et le CPPT sont, à cet égard, des lieux d'écoute, de récolte d'informations débouchant parfois sur des remises en question de ce que l'institution propose comme services (exemple : pas de frites chaque jour, pas de chips dans les distributeurs). Bien sûr, tout a un coût, et c'est une question d'équilibre. Le prix de revient d'un repas ne comprend pas seulement le coût des matières premières, mais aussi le traitement de ceux qui les préparent et les servent, l'achat de matériel, etc. D'un point de vue financier, en faisant le choix d'offrir un service de repas équilibrés aux élèves, le collège arrive difficilement à l'équilibre financier et accepte une marge déficitaire, qui est en partie résorbée grâce à l'apport financier des distributeurs. » ■

Photo : Sacré-Coeur de Nivelles



Resto pédagogique

Propos recueillis par Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Luc DE WAEL : Nous avons une section Cuisine et Salle au 2^e degré, et Cuisinier(ère) de collectivité au 3^e degré. Notre restaurant pédagogique est ouvert aux clients extérieurs et propose un menu différent chaque jour. Nous avons aussi un self-service à destination des élèves du secondaire, où sont proposés sandwiches et petite restauration. Nous assurons également un service de repas chauds pour les enfants de l'école maternelle et primaire. Nous essayons de varier au maximum les produits que nous proposons avec des salades, des assiettes froides, mais quand c'est le jour des frites, la file est particulièrement longue !

Vinciane BOURNONVILLE : Nous sommes attentifs à la qualité de ce qui est préparé et servi par nos élèves. Dans la section Cuisine, nous insistons sur l'intérêt d'une nourriture saine et équilibrée. Nous mettons ces principes en application dans les menus que nous élaborons et au travers d'initiatives comme des semaines de l'alimentation-santé, avec des produits du terroir et/ou bio. Nous sommes actuellement en projet avec l'APAQ-W pour promouvoir les légumes de chez nous. Nous avons aussi organisé une journée « *zéro déchet* » pour réduire le plus possible les déchets produits par les cuisines.

Luc DE WAEL : Nous organisons des actions avec l'asbl GoodPlanet Belgium : « *Croque local* » (en octobre, on propose des pommes, produites près de chez nous, à tous les élèves), « *Une école bien dans son assiette* » (pendant une semaine, les plats préparés par les élèves visent à limiter l'empreinte écologique et à (re)découvrir des légumes oubliés). Nous avons aussi un compost, qui fait l'objet d'un projet spécifique, en lien avec le professeur de sciences. On essaie d'éduquer à une bonne alimentation, en attirant l'attention des élèves sur les impacts négatifs d'une nourriture trop grasse et/ou trop sucrée, mais notre objectif n'est pas non plus de les mettre au régime. Il y a deux ans, après avoir murement réfléchi, nous avons supprimé les distributeurs de friandises et de boissons sucrées, et il n'y a pas eu de révolte ! Nous avons profité de cette occasion pour sensibiliser les élèves à l'importance d'un bon petit-déjeuner le matin. Certains d'entre eux ne mangeaient rien chez eux et se jetaient sur les barres chocolatées à 10h. Plusieurs enfants ont fait des malaises, parce qu'ils passaient la moitié de la journée l'estomac vide... ■

Quand une école comporte un restaurant pédagogique, y est-on particulièrement sensible à la problématique de l'alimentation ? C'est la question que nous avons posée à **Luc DE WAEL** et **Vinciane BOURNONVILLE**, respectivement directeur et cheffe d'atelier au Sacré-Cœur de Nivelles.



Repas chauds : pas si simple...

Aujourd'hui, quand on évoque les cantines scolaires, on pense souvent aux problèmes suscités par d'éventuelles revendications religieuses liées à l'alimentation. **Claude HARDENNE**, directeur diocésain pour Bruxelles et le Brabant wallon, nous précise que la possibilité d'une nourriture « halal » n'est plus, actuellement, un réel souci pour les directions. Beaucoup de parents sont aussi soucieux d'une alimentation bio, ou encore végétarienne. Les services de restauration, avec un certain pragmatisme, ont donc adapté leur offre pour répondre aux diverses préoccupations parentales.

Ce qui pose le plus de difficultés aux responsables des écoles concerne les exigences de l'AFSCA, peu adaptées aux réalités scolaires. Entre autres, par exemple, considérant la pression démographique et l'augmentation du nombre des élèves, les normes concernant les espaces prévus dans les réfectoires ne sont pas adaptées à cette nouvelle réalité. Dans ce contexte, certaines écoles sont contraintes de renoncer aux repas chauds et de revenir au piquenique « tartines ». Là où elles accueillent un public paupérisé, cela pose un vrai problème aux équipes éducatives, conscientes que pour certains élèves, le repas chaud proposé à l'école est parfois le seul qu'ils reçoivent sur la journée. **Anne LEBLANC**

Alimentation durable : formation sur mesure !

Propos recueillis par Conrad van de WERVE

Antoine MORTHER est conseiller en alimentation saine et durable.

Il donnera une formation à des enseignants du secteur Hôtellerie-Alimentation dans le cadre de FORFOR¹, les 28 et 29 janvier prochains.

“ Les cuisiniers sont des acteurs centraux pour favoriser l'alimentation durable. Si on forme les enseignants, ils auront des outils pour aborder ces thématiques dans leurs cours et former les futurs professionnels. Le module est axé sur l'explication d'une boîte à outils afin de travailler différents critères qui peuvent définir l'alimentation durable : effet bénéfique sur la santé, saisonnalité, gestion des déchets, circuit court, type de production, accessibilité en matière de prix. Nous proposons une méthodologie aux enseignants pour retravailler une recette et l'appliquer en cuisine. Personnellement, je trouverais intéressant que l'on enseigne l'alimentation durable de façon transversale à l'école. Au cours de

sciences, par exemple, on pourrait s'intéresser au bio et au compostage. Pour sa part, le prof de géo pourrait expliquer le développement des circuits courts, et le prof d'histoire revenir sur l'évolution de l'agriculture, sur le pourquoi et sur les impacts de la révolution industrielle...

Il est vrai que le concept d'alimentation durable est parfois galvaudé. Pour moi, il y a deux approches : soit une approche pessimiste, où les gens vont dire qu'il ne s'agit que de récupération à des fins commerciales, soit une autre approche (que je partage davantage), qui consiste à dire que malgré une certaine récupération, il y a une opportunité de faire bouger les lignes. On voit quand même que le système évolue. Le bio a fait son apparition dans les années 80, pour être repris ensuite par les grandes surfaces. Maintenant, c'est le concept de circuit court qui est à la mode. Les grandes surfaces ont également suivi, ce qui, a priori, peut sembler paradoxal puisque, le plus souvent, celles-ci s'appuient sur des circuits longs. » ■

1. FORum des FORmations organisé par le CECAFOC (Conseil de l'enseignement catholique pour la formation en cours de carrière)

L'alimentation durable a été intégrée dans les nouveaux profils de formation du secteur 4 « Hôtellerie-Alimentation », et plus précisément

dans celui du « cuisinier travaillant seul ». Ces profils ont été rédigés dans le cadre des travaux du Service francophone des métiers et qualifications. Tout comme pour les apprentissages de la mise en place des impératifs d'hygiène et de sécurité alimentaires, il paraît indispensable et incontournable de sensibiliser les futurs cuisiniers au respect des produits alimentaires, à leur choix, à leur manipulation, ainsi qu'à leur implication sur la santé des clients. Ces savoirs et aptitudes feront partie des apprentissages tout au long de leur formation professionnelle.

Qu'en pensent les élèves ?

Tartines ou repas chaud à l'école ? Légumes ou frites ? Les avis de nos têtes blondes sont partagés. Le Service d'Étude du SeGEC avait recueilli l'avis de quelques élèves de l'enseignement fondamental à l'occasion de l'Université d'été 2014. Extraits choisis.



Qui prépare les tartines ?

- Moi !
- Ma maman !
- Je les fais tout seul, parce que ma maman se trompe après qu'elle m'ait demandé ce que je veux !
- Moi ! Je fais celles de mon p'tit frère en même temps, parce que ma maman fait celles de mon frère de 15 ans, qui n'a pas envie de les faire lui-même.

Et les repas chauds ?

- Avant, c'était meilleur, puis on a changé de traiteur et j'aimais moins !
- Je n'aime pas le poisson. La purée, j'aime encore bien. Les haricots aussi, mais pas le poisson !
- Avant, les jeudis y'avait des frites, et on nous a dit que c'était pas bon pour la santé. C'est pour ça qu'on a dû changer de traiteur !
- C'est bon pour l'intelligence, le poisson !

Qu'est-ce que vous aimez aux repas chauds ?

- Hamburgers, hotdogs, lasagnes...
- Des spaghettis !
- Des boulettes sauce tomate !

Le sens par la solidarité

Interview : Conrad van de WERVE

Texte : Anne LEBLANC



Pour « Solidarité Écoles Philippines », le SeGEC est associé à l'ONG **Entraide & Fraternité**. Dans un contexte international où le terme solidarité ne semble plus partagé par tous, c'est l'occasion de nous pencher sur le travail pédagogique de notre partenaire au sein des écoles. Rencontre avec **Dolorès FOURNEAU**, responsable du Pôle Jeunes.

Quels sont vos objectifs, quand vous vous rendez dans les écoles ?

Dolorès FOURNEAU : Notre but est de sensibiliser à la justice sociale, ici et au Sud. Cette sensibilisation se conçoit sur la durée, selon le modèle « *Voir-Juger-Agir* ». On ne vient pas avec une action « one-shot » ou clé sur porte. L'idée est bien de découvrir et de comprendre ensemble les situations, pour ensuite construire un projet de solidarité.

Comment êtes-vous sollicités pour intervenir dans les écoles ?

DF : Les écoles catholiques nous connaissent, et des directions ou des enseignants nous sollicitent. Nous prenons parfois aussi l'initiative de proposer nos outils.

Beaucoup d'écoles développent des actions solidaires. Ressentez-vous parfois des questionnements ou des réticences vis-à-vis de celles-ci au sein des équipes ?

DF : Ce serait mentir que de dire que tout va toujours comme sur des roulettes ! Mais s'il y a des inquiétudes parfois, elles sont liées à la

crainte d'une « charge » de travail supplémentaire. Les enseignants sont très sollicités sur beaucoup de sujets. Il faut que l'initiative, amenée par une ou quelques personnes, soit réellement partagée par tous. Il faut échanger et se comprendre pour porter, ensemble, un projet qui a du sens. Il ne s'agit pas seulement de récolter des fonds.

Justement, comment donner du sens aux actions, pour les enseignants comme pour les élèves ?

DF : Simplement, en retrouvant le sens du mot solidarité. Nous proposons une plaquette qui permet, en classe, de s'interroger sur des situations vécues dans le sud, comme les catastrophes climatiques aux Philippines. Grâce aux outils comme le « photolangage », chacun peut évoquer son ressenti et se poser des questions.

Pouvez-vous nous donner un exemple d'action concrète ?

DF : On peut comprendre l'injustice du monde « par l'estomac », avec « l'appétitif insolent ». Les élèves entrent dans une salle, et chaque table représente un continent. Si vous êtes à la table Afrique, vous avez un

plat de riz, une cruche et une pomme. Si vous êtes à celle de l'Europe, vous avez tout ce que vous voulez.

Tout ce travail fait écho au projet pédagogique de l'enseignement catholique...

DF : Certainement ! Et au décret « Missions », qui évoque explicitement l'éducation à la citoyenneté responsable et à la solidarité. Le cadre légal permet de bousculer les horaires pour la mise en œuvre de ces projets qui font partie de l'éducation des jeunes. Sur les questions liées à l'alimentation, dans une école, depuis plusieurs années, nous travaillons avec les élèves de Services sociaux qui ont un cours Art culinaire et alimentation. Avec le professeur d'Enquête-visites et séminaires, nous avons construit cinq unités d'animation autour de la préparation d'un repas respectueux de l'environnement, de la santé, et qui évite le gaspillage. Grâce à cette interdisciplinarité, ils découvrent, agissent et prennent du plaisir ensemble et avec leurs profs.

Un mot sur « Solidarité Écoles Philippines » ?

DF : Notre action autour de l'agriculture paysanne s'articule bien avec cette opération. Si les paysans n'ont pas de récolte, et donc pas d'argent, c'est l'accès de leurs enfants à l'école qui est sacrifié. Nous travaillons donc sur la sensibilisation au droit à l'éducation pour tous. Notre chargée de projet a rencontré les élèves qui ont reçu les fonds récoltés. Dans les vidéos, ils racontent leur peine, mais surtout, ils évoquent leurs espoirs et leurs projets. Ce message nous inspire et donne du sens à cette action. ■

Retrouvez cet entretien et nos autres vidéos sur :

<http://enseignement.catholique.be> > Solidarité Écoles Philippines



Tanguy de WILDE d'ESTMAEL

Quand la géopolitique fait irruption en classe

Propos recueillis par Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Tanguy de WILDE d'ESTMAEL est professeur de géopolitique et de relations internationales à l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe et à l'Institut d'études européennes de l'UCL. Passionné par les soubresauts et les mutations des civilisations, il nous rappelle l'importance d'une bonne connaissance historique et géographique du monde, mais il donne aussi des pistes pour déconstruire les amalgames et les idéologies qui s'incrument jusque dans nos classes.

Sur quelles matières travaillez-vous précisément ?

Tanguy de WILDE d'ESTMAEL : J'enseigne l'introduction à la géopolitique. C'est une manière de voir la configuration de la scène internationale, avec l'idée que la vision globale du monde est relativement récente (moins de 200 ans). Jusqu'au début du 20^e siècle, les relations internationales pouvaient être encore liées aux grandes découvertes, initiées par Christophe COLOMB en 1492. C'est l'époque où les grandes puissances conquièrent du territoire. À partir du début du 20^e siècle, il est important d'avoir une vision globale du monde pour voir comment les relations de pouvoir, de conflit et de coopération se mettent en place dans un espace clos, faisant l'objet d'un appropriation politique complète.

Ces connaissances historiques et géographiques sont-elles indispensables pour comprendre les grands événements actuels ?

TdW : Le savoir historique permet de comprendre comment des États sont nés ou se sont transformés, s'ils existent depuis toujours ou s'ils sont récents. La connaissance géographique permet, elle, de constater qu'il y a des espaces désertiques qui ne servent à rien (*il existe une Syrie utile et une Syrie désertique, et donc inutile*), que des civilisations s'installent le long des fleuves, etc. Il est important aussi de voir comment les recompositions liées à la colonisation, à la décolonisation, aux guerres antérieures ont fait qu'un État est apparu. Pourquoi avon-nous aujourd'hui l'Irak, le Koweït, la Syrie

là où, avant, régnait l'empire Ottoman ? Si on ne dispose pas de ce savoir, on ne comprend pas pourquoi la plupart des États sont multiethniques, multiculturels, multireligieux, surtout au Moyen-Orient, avec tous les jeux de pouvoir qui en découlent.

Comme aujourd'hui, avec l'État islamique...

TdW : L'EI c'est, au départ, un mouvement terroriste opposé aux pouvoirs syrien et irakien, mais c'est devenu une espèce d'incarnation territoriale d'une utopie, un califat mondial, même si les méthodes utilisées sont proches de celles des bolchéviques (agitation, propagande, exécution de personnes influentes, création par la terreur d'un pouvoir qui domine de plus en plus de territoires...). Le drame, actuellement, c'est qu'il y a à peu près 8 millions de personnes qui vivent sous le joug de Daesh. Il n'y a pas 8 millions de personnes à éliminer ! Vaincre Daesh ne veut pas dire perpétrer un massacre, cela signifie pouvoir cibler les éléments du pouvoir tout en protégeant la population et veiller à ce que, dans la reconquête des territoires, les armées, qu'elles soient irakienne, chiite, kurde ou syrienne, ne commettent pas, elles aussi, des massacres ou des viols par vengeance, comme cela se voit souvent dans l'histoire.

Les conflits actuels au Moyen-Orient ont des répercussions jusque dans nos classes, où on constate certains replis communautaires. Comment est-il possible d'y faire face, en tant qu'enseignant ?

TdW : J'aimerais partir d'une boutade. Woody ALLEN a dit : « *Pas besoin d'être*

juif pour être paranoïaque, mais ça aide ! »

On pourrait dire aussi : « *Pas besoin d'être musulman pour craindre les amalgames, mais ça aide !* » Or, à bien tout considérer, il n'y a pas d'amalgame généralisé, il n'y a que de la bêtise chez d'aucuns, celle d'assimiler la grande majorité à l'infime minorité. C'est un phénomène récurrent accentué par les médias, qui ne s'intéressent guère aux trains qui arrivent à l'heure.

Il n'y a pas d'amalgame à faire entre l'islam et le terrorisme, puisque c'est une utopie particulière, et non une religion en tant que telle qui amène à se radicaliser.

On peut comprendre la crainte des musulmans d'être considérés comme des terroristes potentiels, mais ce genre d'amalgame touche aussi les syndicalistes identifiés à des casseurs, les prêtres à des pédophiles potentiels, les socialistes à des corrompus de Charleroi...

J'ai la conviction que la communauté d'origine arabo-musulmane chez nous doit se sortir de ce piège de la victimisation. Comment l'y aider ? En lui redisant d'abord qu'elle fait pleinement partie de notre commune destinée nationale, en l'incitant aussi, à l'instar de toute communauté, à balayer devant sa porte, à ne pas être complaisante pour les dérives sectaires, à ne pas amalgamer à son tour

la politique d'Israël et les juifs présents dans notre pays, par exemple. Le fait qu'il y ait un point de fixation sur le conflit israélo-palestinien ne doit pas nous faire oublier que la position de l'Europe et de la Belgique est à équidistance. Il n'y a pas de parti pris pour l'un ou l'autre camp. On est un peu au-dessus de la mêlée et pour une solution juste qui, certes, tarde...

Comment déconstruire l'attraction de certains jeunes pour l'EI ?

TdW : Après les attentats du Sinäï, de Beyrouth, de Paris ou de San Bernardino, c'est un peu moins difficile. On a pu voir qu'il n'y a pas de distinction dans la furie mortifère de l'EI et de ses suppôts. Tout le monde est potentiellement visé (une des deux victimes belges des attentats de Paris était musulmane). Actuellement, les victimes de Daesh sont d'ailleurs surtout musulmanes, sur place au Liban, en Syrie, en Irak, etc.

Lutter contre le terrorisme et le fait de tuer de manière indiscriminée et lâche des non-combattants peut nous unir. La violence d'Al-Qaïda ou de Daesh a quelque chose de nihiliste. Elle est potentiellement sans fin, puisque ce qui l'arrêterait, c'est l'établissement d'un califat mondial dont personne ne veut. Ce ne sont pas non plus les conditions socio-économiques qui mènent au terrorisme, sinon tous les frustrés de la terre deviendraient terroristes ! C'est injurier les déshérités de penser que leur sort peu enviable les jette dans la violence. On compte dans les rangs de Daesh ou Al-Qaïda des gens particulièrement bien formés et qui jouissaient d'une certaine position sociale. Ici, c'est la radicalité qui rencontre l'islam. Comme elle a rencontré l'extrême-gauche avec la bande à Baader ou la Fraction armée rouge, par exemple. Il n'y a donc pas d'amalgame à faire entre l'islam et le terrorisme, puisque c'est une utopie particulière, et non une religion en tant que telle qui amène à se radicaliser.

Il est parfois très difficile – voire impossible – de dialoguer quand on a face à soi une personne murée dans sa conviction...

TdW : On peut peut-être demander à cette personne : « M'octroies-tu la liberté de conscience et la liberté de pensée ? Moi je pense que tu te trompes, mais je te



© UCL

reçois dans cette pensée. Peux-tu me recevoir dans une autre pensée ? » Et on peut ajouter : « Tu crois, c'est très bien, mais si tu crois, c'est que tu n'es pas sûr. Si tu me dis que tu sais, alors tu n'es plus croyant, tu es savant. Mais peux-tu être savant sans avoir analysé ? »

Un savant s'est nourri d'une connaissance qu'il a confrontée à d'autres. Tout texte, même sacré, a une part de métaphore, de symbole, outre le fait qu'il a été écrit dans un contexte historique déterminé. Tout doit s'apprécier dans un contexte. Un des plus grands péchés de la connaissance, c'est l'anachronisme. L'enseignant doit pouvoir expliquer le contexte et dénoncer les interprétations littéralistes et anachroniques. Le Coran (comme la Bible, d'ailleurs) a été

écrit à un moment donné, puis échappe à son(ses) auteur(s) et fait l'objet d'interprétations. Quand on dit qu'il faut combattre le méchant, on ne dit pas qu'il faut le tuer. On dit qu'il faut amener la bonté. Mais les débats sont parfois impossibles quand certains restent accrochés à leur idéologie, avec un argument asséné en boucle...

À l'université, on a l'avantage d'avoir des gens qui aiment la discussion, et non la violence. Les débats sont parfois virulents, mais la liberté d'expression est une évidence. Les idées peuvent se confronter, dans une quête de sens et de vérité argumentée, mais ce n'est pas parce qu'une personne pense différemment qu'il faut la détruire. ■

Vivre ensemble, un exercice d'équilibriste

Jean-Pierre DEGIVES

Les cinquante dernières années sont, pour l'Europe et singulièrement l'Europe occidentale, une période de migration qui va en s'intensifiant. Or, à partir du moment où une population nouvelle se stabilise et augmente, cela provoque une antipathie inéluctable. Le sociologue **Georg SIMMEL**¹ estime même qu'elle est nécessaire comme première étape du processus de socialisation. Dans un deuxième temps, se produisent des ajustements naturels, des adaptations réciproques. Plus faciles s'il y a peu de distance culturelle, sociale, socioéconomique ou religieuse entre les nouveaux arrivants et les autochtones. Plus difficiles si ce n'est pas le cas.

Jusqu'à la fin des années '60, le processus d'ajustement des populations musulmanes s'installant en Belgique se déroulait d'une manière classique et relativement sereine. Au début des années '70, on assiste à l'émergence de visions particulières de l'islam, plus identitaires : réformiste, comme celle des Frères musulmans ou conservatrice, comme celle des salafistes.

Ces courants défendent des conceptions et visions du monde qui contrarient le processus d'insertion. Ils portent un regard négatif sur le monde occidental et promeuvent des obligations, des interdits, des normes et des pratiques accentuant les clivages. Ce phénomène est aggravé par le contexte socioéconomique caractérisé par un chômage grandissant des moins qualifiés, dont une part plus importante de la population musulmane.

Par ailleurs, à la suite de mouvements comme la révolution en Iran, se développe une image peu flatteuse de l'islam. Évidemment, il faut se méfier des généralisations. La majorité des populations musulmanes ont trouvé un chemin d'insertion. Mais une autre partie n'y est pas arrivée : certaines familles, fragiles et en manque d'emploi, ont trouvé refuge dans un islam rigoriste. Avec des répercussions importantes auprès des jeunes, notamment en termes de repli dans une identité ethno-religieuse forte. Dans le même temps, si une grande partie des populations non musulmanes reste plus ou moins indifférente, une minorité est inquiète et manifeste une grande suspicion, ou même un franc rejet. « Or, le chômage, des attitudes de méfiance



Photo : Paul MAURISSEN

et certains types d'islam, qui se sont développés ces dernières décennies, ont été à l'origine de processus de fractures spatiale, sociale, culturelle-religieuse.»²

Un échec de l'intégration ?

Peut-on parler, dès lors, d'un échec de l'intégration ? Non. Des générations entières d'immigrés vivent, étudient, travaillent,

contribuent au développement de la société en toute sérénité. Grâce aux énergies déployées, aux mobilisations s'est développée une action intégratrice, nécessaire hier comme aujourd'hui, et plus encore demain, au vu du flux migratoire actuel.

La publication de la Fondation Roi Baudouin, *Musulmans et non-musulmans*

en Belgique : des pratiques prometteuses favorisent le vivre ensemble, tombe donc à point nommé. Elle s'inspire d'une recherche menée par le Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain (CISMOC) : « Ce rapport vise à présenter en détail certaines de ces initiatives, bien souvent éprouvées sur une certaine durée, de manière à en analyser des attitudes et des façons d'être qui nous semblent participer à leur réussite, du moins à éliminer certains obstacles pouvant exister dans les relations entre musulmans et non-musulmans. »³



Et le panorama présenté est impressionnant : cela va des pratiques dans les hôpitaux, les établissements scolaires ou les lieux de socialisation alternatifs (mouvements de jeunesse, clubs sportifs, associations récréatives) à celles issues d'organismes publics ou subventionnés, en passant par les traitements de l'islam dans les médias et les initiatives interconvictionnelles. Elles se résument

à trois grands types d'actions : celles destinées à accroître la connaissance réciproque, celles qui se rapportent aux habitudes de vie commune, et celles qui visent à promouvoir le « faire » ensemble.

En les observant au plus près, les auteurs retiennent cinq conditions de réussite. Une première condition de base : une approche empathique et compréhensive combinée à l'acquisition de connaissances et d'expériences. Sans hiérarchie, les quatre autres sont : l'établissement d'une confiance réelle ; une action se déroulant sur une certaine durée ; des cadres et des objectifs les plus clairs possibles pour tous ; une clarification des missions et des possibilités d'actions liées aux divers statuts des professionnels impliqués.

Des questions qui fâchent

Quel est l'objectif ultime de tous ces efforts ? La réponse est moins simple qu'il n'y paraît. Les réactions aux récents attentats de Paris le démontrent. D'abord, tout le monde s'est mis d'accord sur un refus unanime et partagé d'actes de violence extrême. Mais rapidement, réactions sécuritaires et exacerbations des tensions sont réapparues.

C'est que se sont très vite révélées des divergences de points de vue entre musulmans et non-musulmans, par exemple sur la question de la liberté d'expression, sur l'antisémitisme, sur l'origine de la radicalisation (socioéconomique versus religieuse), sur la question de savoir si les religions en général, et l'islam en particulier, sont porteuses de violence...

Sur ces sujets qui divisent, il n'y a pas de débat approfondi entre citoyens. Au mieux, ces débats se font par presse écrite interposée. Au pire, ils sont télévisuels, exacerbant des soupçons réciproques, sorte de guerre froide larvée dont le vote Front National est le symptôme.

Réconciliation universelle ou désaccord fondateur ?

L'exemple de ces réactions montre que l'objectif ne peut être une réconciliation universelle, aussi illusoire qu'impossible. Ni aujourd'hui, ni demain. Il s'agit de « nommer clairement ce qui pose question et clarifier les enjeux (...), voire définir et se mettre d'accord sur des questions aussi essentielles que celles de savoir « Quelles

sont nos valeurs ? », « Jusqu'où peut-on aller dans cette acceptation de l'interculturalité ? »⁴ Il s'agit aussi de créer un espace, des espaces pour une réflexion, des débats de longue haleine, permanents et vrais, « (...) de faire en sorte que les conflits ne soient pas simplifiés (physiquement et psychologiquement) dans la violence, mais qu'ils soient négociés. Que l'on échange non pas des coups mais des plaintes, des accusations, des arguments, des justifications, des narrations. »⁵

Il s'agit, en fait, d'honorer nos conflits et de ne pas chercher à les liquider vite fait, attitude qui maintient dans la violence, la domination ou la guerre. Et il n'y a pas de meilleure façon de les honorer que le compromis. Oui, oui : le compromis à la belge ! « Un compromis est un dispositif équivoque. Il y a un conflit qui a été converti en courtoisie par un travail continu dans lequel on fait coexister l'accord et le désaccord (...) Donc des objets ambivalents, qu'on peut interpréter à plusieurs : c'est le désaccord fondateur (...) Une constitution politique, un contrat de mariage, c'est un désaccord fondateur, c'est-à-dire une manière de sortir du conflit. La sortie du conflit, même par le compromis, ne doit pas cacher qu'il y a encore de la pluralité. »⁶ D'où la nécessité qu'il soit remis de manière permanente sur le métier.

Ainsi donc, les très nombreux exemples de pratiques prometteuses exposées dans ce rapport de la Fondation Roi Baudouin favorisent effectivement le vivre ensemble. Mais elles en sont également une condition *sine qua non*, puisque l'état d'équilibre qu'elles établissent reste et restera toujours précaire. ■

1. Philosophe et sociologue allemand (1858-1918)

2. Célestine BOCQUET, Brigitte MARECHAL, Sofie VAN DEN ABEELLE, en collaboration avec Felice DASSETTO et Fadi ISKANDAR, *Musulmans et non-musulmans en Belgique : des pratiques prometteuses favorisent le vivre ensemble*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, novembre 2015, p. 163 – www.kbs-frb.be/fr > Publications

3. Op. cit., p. 164

4. Op. cit., p. 72

5. Olivier ABEL, *Les conflits, les comprendre, les résoudre – Le désaccord fondateur*, transcription de la conférence du 17 juin 1999 au Centre du Hâ 32, p. 5

6. Texte cité, pp. 6-7

 [ESPACE NORD]

Une cité balnéaire de l'Atlantique a été ravagée par une série de pollutions accidentelles. Les touristes ont déserté l'endroit et les loyers ont chuté, attirant déshérités et marginaux qui entretiennent des rêves impossibles. Sous l'assistance autoritaire d'un « proviseur des pauvres », l'étrange faune subsiste tant bien que mal dans un désert économique qui édicte de nouvelles lois.

Un jour, des remorqueurs halent dans la rade du port déserté un gigantesque sous-marin, le *Saratov*, rattaché à l'amirauté russe et promis à la démolition. Ce sous-marin, le plus grand jamais construit, porte encore dans ses flancs un redoutable armement clandestin. L'imposant navire frappe aussitôt l'imagination du petit peuple du port, qui voit en lui un symbole de puissance et de liberté. C'est l'amorce d'un acte collectif historique et démentiel...

Le Plus Grand Sous-marin du monde, saisissante fable réaliste, est un récit bouleversant d'humanisme.

Les romans d'**André-Marcel ADAMEK** (1946-2011) ont remporté de nombreux prix et ont été largement traduits. *Le Plus Grand Sous-marin du monde* a reçu le Prix du Parlement de la Communauté française en 2000.

André-Marcel ADAMEK

Le Plus Grand Sous-marin du monde

Espace Nord, 2015



CONCOURS

Gagnez un exemplaire du livre ci-dessus en participant en ligne, avant le 15 février, sur www.entrees-libres.be

Les gagnants du mois de novembre 2015 sont : Éric CUYLE, Stéphane DEBRABANDÈRE, Caroline GODART, Corine MATHIEU et Catherine STEFFENS



Cours de religion et citoyenneté à l'heure de l'interconvictionnel

Sous la dir. d'**Henri DERROITTE** et **André FOSSION**

Lumen vitae, coll. HAUBANS n°8, septembre 2015

COURS DE RELIGION ET CITOYENNETÉ

La question de l'avenir des cours de religion et de morale agite la Belgique francophone depuis quelques mois. De toutes parts, des opinions s'expriment, des arguments sont échangés. « Neutralité » ou « bienveillance » ? Quelle condition pour le « vivre ensemble » ? Comment concilier citoyenneté et défense du cours de religion confessionnel ? Quelle voie suivre pour établir à l'école le dialogue interconvictionnel et en faire un des enjeux de l'école d'aujourd'hui ? Construit sous forme de recueil d'articles et de témoignages, l'ouvrage donne la parole à la fois à des élèves et des professeurs de religion, mais aussi à des chercheurs universitaires belges, des sociologues, philosophes et théologiens, ainsi qu'à des parents et à des enseignants concernés par les besoins éducatifs.

Tenant compte de l'évolution de notre société et des analyses dont elle est l'objet, ce livre entend formuler un ensemble de perspectives et de propositions pouvant être reconnues quelles que soient les convictions. **EB**

PASTORALE SCOLAIRE : TROISIÈME !

La troisième affiche de la CIPS (Commission interdiocésaine de pastorale scolaire) nous invite à vivre le présent. Que signifie être présent ou vivre au présent ? Porter un nom coché sur la liste des élèves qui sont en classe, être à son poste ? Assister ou participer à un évènement ? Être présent à soi-même et aux autres, disponible, en ayant laissé les soucis au vestiaire ? Comment se libérer du stress, des préoccupations multiples et de l'angoisse ?

Jésus propose ici une clé. Elle passe par le regard que nous portons sur la nature, sur les autres, sur la vie en général. La beauté est partout présente pour qui sait la voir. Elle est source de confiance et d'espérance. Ce regard n'est pas à confondre avec de la naïveté, mais il permet de voir la forêt qui pousse quand l'arbre s'écroule, le jeune qui reprend confiance au-delà des échecs, les relations d'alliance nouées autour de nous, qui nous permettent de croire qu'on arrivera à déplacer des montagnes et que demain sera encore plus beau qu'aujourd'hui.

Rendez-vous sur :

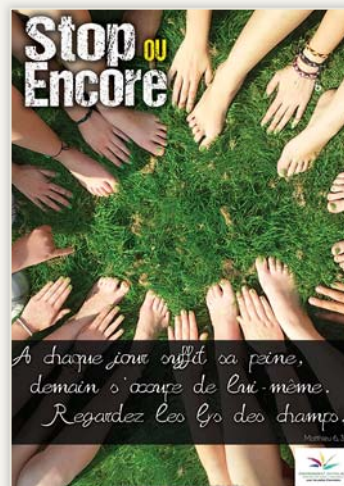
<http://enseignement.catholique.be> >

Services du SeGEC >

Pastorale scolaire

Les pistes peuvent également être obtenues auprès des équipes diocésaines de pastorale.

Informations complémentaires : myriam.gesche@segec.be



CHANGEMENT CLIMATIQUE : RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

Il y a quelques semaines, 195 pays signaient à Paris un accord historique¹ visant à contenir l'augmentation de la température de la planète afin de réduire significativement l'impact des changements climatiques. Le contexte est idéal afin d'aborder les enjeux climatiques en classe.

Face aux nombreuses informations, parfois contradictoires, qui parviennent sur le climat, les interrogations peuvent nous envahir. Comment ne pas en rester là et dépasser le constat ? Comment aborder ces enjeux complexes ? Comment maîtriser l'information, mais aussi donner l'envie et la capacité d'agir ?

Afin d'outiller les enseignants, le **Réseau IDée** a conçu une page web offrant des pistes pédagogiques pour aborder les changements climatiques avec les ados, mais aussi avec les adultes. Le site propose une sélection de ressources pédagogiques téléchargeables pour éduquer au climat : dossiers pédagogiques, dossiers d'information, vidéos, etc. pour comprendre et mener des activités sur les changements climatiques, leurs impacts chez nous et dans le monde, les enjeux des négociations en cours, les pistes pour agir... Le site présente, enfin, une proposition méthodologique permettant de structurer la démarche pédagogique.

Plus d'infos sur www.reseau-idee.be/climat

1. Signé au terme de la COP21, 21^e conférence des Nations-Unies sur le changement climatique

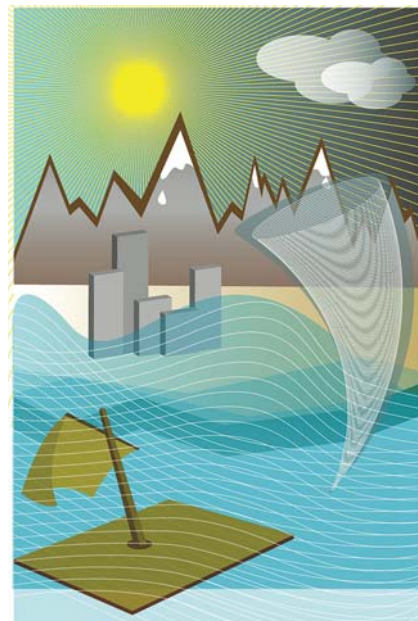


Photo : Guy LAMBRECHTS



VIVRE ENSEMBLE

Le Service d'Étude du SeGEC vous propose une sélection de ressources afin de travailler la question du « vivre ensemble ». De nombreux documents, articles, vidéos... vous sont proposés sur une série de questions soulevées par les attentats de janvier et novembre 2015. Ces pages web sont actualisées de façon permanente.

Vous pouvez y accéder sur :
<http://enseignement.catholique.be> >
Services du SeGEC > Etude >
Documents et publications
ou via la bannière temporaire
« Vivre ensemble : des ressources
à disposition des écoles »



VIDÉOS

LES TICE DANS L'ENSEIGNEMENT POUR ADULTES

Comment intégrer au mieux les technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement pour adultes ? Quels en sont les atouts et les inconvénients ? Et qu'en est-il de l'apprentissage en ligne (e-learning) ?

Voici quelques-unes des questions qui occupent la FEProSoC (Fédération de l'Enseignement de promotion sociale catholique) en cette année scolaire 2015-2016, et qui étaient au menu de la rentrée académique d'octobre dernier¹.

La captation vidéo de cette séance académique est à présent disponible en ligne. Vous y trouverez l'introduction de **Stéphane HEUGENS**, Secrétaire général, la table ronde ainsi que les conclusions de la soirée. Pour votre facilité, la table ronde a été découpée en plusieurs capsules thématiques.

À voir sur : <http://enseignement.catholique.be> > Promotion sociale >
Publications > Rentrée académique 2015

1. Lire aussi **entrées libres** n°102, octobre 2015, p. 14

RECEVOIR ENTRÉES LIBRES EN VERSION ÉLECTRONIQUE ?

www.entrees-libres.be >
Newsletter



Journal de classe de l'enseignement catholique

Du **neuf** pour les élèves de l'enseignement primaire !

Tan KHUC

Comme annoncé dans la précédente édition d'**entrées libres**, le SeGEC, en partenariat avec la société Snel Grafics SA, propose de nouveaux journaux de classe. Ceux-ci concernent aussi bien les élèves de l'enseignement primaire que ceux de l'enseignement secondaire. Attardons-nous ici sur les spécificités des journaux de classe destinés à l'enseignement primaire.



Photo : François TEFNIN

Le journal de classe joue un rôle essentiel dans la communication entre les enseignants et les parents. De plus, il vise à encourager l'élève à organiser et planifier son travail. En fonction des degrés d'enseignement, le journal de classe accompagne l'élève dans la gestion de son autonomie.

Cette autonomie de l'élève est facilitée par la présentation des **trois nouveaux journaux de classe**. En effet, un journal de classe permettant aux élèves de s'organiser aisément en fonction de leur niveau est proposé pour chacun des cycles du primaire.

Ainsi, par exemple, afin de faciliter le graphisme des élèves de 1^{er} et 2^e années

primaires, une structure lignée adaptée à l'apprentissage de l'écriture a été imaginée. Les élèves de 3^e et 4^e, quant à eux, se voient proposer un journal reprenant l'organisation du cycle précédent, mais dans lequel quelques aménagements ont été réalisés. Par exemple, les semainiers sont adaptés à leur âge (logos, explications, etc.). Une continuité dans la structure des journaux de classe est toujours présente pour les élèves de 5^e et 6^e années ; néanmoins, ceux-ci pourront également bénéficier d'un journal de classe leur permettant de se préparer à la transition vers le premier degré du secondaire.

Si tout cela a été réfléchi pour faciliter le travail des élèves (et des enseignants),

l'identification à l'enseignement catholique a aussi été mise en avant, notamment en reprenant sur la couverture la ligne graphique des productions de la FédEFOC.

Une des grandes nouveautés, qui répond aux demandes et besoins spécifiques des écoles du réseau, est que les écoles qui commandent ces journaux de classe ont la possibilité de les personnaliser. Elles peuvent, par exemple, insérer le nom et le logo de leur établissement sur la couverture et sur la page de garde, mais aussi des photos ou des illustrations

de leur choix. Par ailleurs, chaque école peut également insérer des cahiers personnalisés (contenant le ROI, le projet d'établissement, des informations spécifiques, etc.) dans les journaux de classe de chacun des cycles.

Enfin, grâce au travail de la Centrale de marchés et du Service d'Étude du SeGEC, les écoles du réseau qui souhaitent commander ces journaux de classe bénéficieront de prix très attractifs. Ces commandes peuvent être réalisées en ligne. ■

Vous pouvez découvrir ces nouvelles offres (formats, graphisme, variantes et grilles tarifaires) en vous rendant sur la page www.monjdc.be.

VOTRE NOUVEAU JOURNAL DE CLASSE ARRIVE!

Visuels de la version fondamentale

JOURNAL DE CLASSE
2016-2017 1^{re} et 2^e



à partir de
2,05 €
pour la version de base
fondamental

JOURNAL DE CLASSE
2016-2017 3^e et 4^e



JOURNAL DE CLASSE
DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
2016-2017 5^e et 6^e

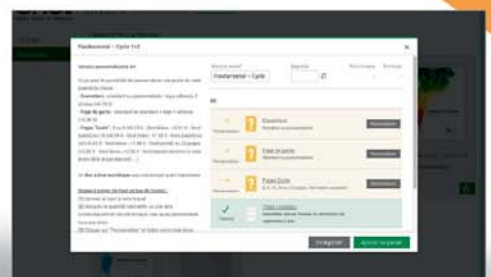
Nom : _____
Prénom : _____
Numéro de GSM/téléphone de
mamán : _____
papá : _____
Classe : _____
Instituteur/institutrice : _____



 **0800 / 21 255**

COMMANDEZ, PERSONNALISEZ SUR
www.monjdc.be

Votre journal de classe
fondamental (A4) ou secondaire (A4 ou A5)
est disponible en version
standard ou *personnalisée*.



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE



L'humour de...

Conrad van de WERVE

Mon médicament

Ha ha ha ha ha... Rire à gorge déployée, cela fait du bien, non ? Sur-tout ces dernières semaines !

Si l'humour est une réelle qualité et provoque un réel plaisir, il est devenu une absolue nécessité dans ce climat mortifère post 13 novembre. Dans ce flot de mauvaises nouvelles, qui ne serait tenté de s'y agripper comme on s'accroche à une bouée ? D'ailleurs, si ce n'est pas la meilleure, c'est sans doute une des meilleures réponses que l'on puisse apporter. N'est-ce pas un excellent pied de nez que nous faisons à ces poseurs de bombes en riant, en bousculant, en tournant les choses en dérision ? Ce faisant, nous leur disons que jamais ils ne nous interdiront de vivre comme nous le faisons. Et s'il y a bien une chose qu'ils ne parviendront jamais à nous retirer, c'est notre humour !

Notre humour, un moteur, voire un médicament ? Tout à coup, je repense à deux de mes petits garçons qui, chaque matin, me houspillent dans la voiture : « *Papa, c'est quand le rigolo ?* », faisant allusion à la séquence humoristico-sarcastique de 7h55 sur la première chaîne de la radio

publique. Et de surveiller leur père, qui risquerait de leur faire perdre une miette de ce nectar en voulant enchaîner sur l'interview politique de la station privée d'en face... Même s'ils n'en comprennent pas tout, voire peut-être pas grand-chose, les entendre s'esclaffer dans la voiture lorsque Laurence BIBOT prononce un « gros mot » toutes les 5 secondes m'entraîne dans leur élan. Et je pouffe de rire avec eux !

Rire, rire de tout ? Je vous avoue que mon épouse était assez interloquée, il y a quelques semaines, lorsqu'elle a surpris, un mercredi après-midi à la maison, un de nos garçons saisissant le fusil en bois que son grand-père lui avait fabriqué, et lançant à son frère : « *Tu viens ? On va jouer aux attentats de Paris !* » Ne sachant d'abord comment réagir, mon épouse intervient fermement. Avec le recul, me dit-elle, eût-il fallu les laisser jouer, les laisser extérioriser cette tension intérieure comme nous, adultes, pourrions nous laisser aller à une bonne blague ou un trait d'humour ? Je n'en sais rien... En tout cas, je nous souhaite à tous des fous rires par dizaines pour cette nouvelle année ! ■

